



# LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 23 – Semaines du 17 au 28 janvier 2022

## SOMMAIRE

### Énergie

- ❖ L'Union publie de premières directives pour la production d'électricité offshore.
- ❖ Après 10 ans d'arrêt, le projet de 3 méga-centrales hydroélectriques en Amazonie est relancé.
- ❖ Les ventes d'électricité sur le marché libre atteignent un niveau record en 2021.

### Infrastructures & Transports

- ❖ La BNDES investira 2,5 Mds BRL (414 M EUR) dans 5 fonds d'infrastructures.
- ❖ 58 projets de mise en concession d'infrastructures ont déjà émergé début 2022.
- ❖ L'État de São Paulo lance un appel à projets pour la construction de plus de 1 700 km d'autoroutes.
- ❖ La BNDES lance l'appel d'offres pour la privatisation de la Companhia Docas do Espírito Santo.
- ❖ Une nouvelle étude pointe la vulnérabilité des ports brésiliens face au changement climatique.
- ❖ L'État du Minas Gerais lance un appel d'offres pour la construction du périphérique de Belo Horizonte.

### Eau, Assainissement, Déchets

- ❖ Sept entreprises publiques du secteur de l'eau et de l'assainissement ne respectent pas les nouveaux critères de viabilité économique et financière dans la perspective de l'universalisation des services.
- ❖ La crise hydrique se fait encore ressentir en ce début d'année.



### L'Union publie de premières directives pour la production d'électricité offshore

Le Président brésilien a signé mardi 25 janvier un **décret définissant les conditions d'attribution de zones marines et de leurs ressources pour la production d'électricité**. Le texte concerne toutes les eaux intérieures sous autorité fédérale, la mer territoriale, la zone économique exclusive et le plateau continental. **Ce décret vise à combler l'absence de cadre réglementaire pour l'exploration du potentiel électrique offshore brésilien**, notamment éolien, et en particulier en ce qui concerne les modèles de concession et leur mise en place. **L'attribution des zones pourra se faire sous deux formes**, par **(1)** une cession planifiée, prévue et structurée par le ministère des Mines et de l'Énergie, ou par **(2)** une cession indépendante, à la demande d'entreprises intéressées à exploiter des zones spécifiques. Ce décret constitue une avancée importante pour le développement de l'énergie éolienne en mer au Brésil – dont le **potentiel a été estimé à 697 GW** par l'Entreprise de Recherche Énergétique (EPE) – alors que **le plan énergétique national 2050 vise une capacité installée de 16 GW d'ici 2050**. (Article [ici](#) ; Décret [ici](#))

### Après 10 ans d'arrêt, le projet de 3 méga-centrales hydroélectriques en Amazonie est relancé

Face aux risques sociaux et environnementaux considérables dans une zone jusqu'alors préservée de la forêt amazonienne, abritant plusieurs peuples indigènes, le projet de trois grandes centrales hydroélectriques dans le bassin du Rio Tapajós, en Amazonie, avait été suspendu.

**Dix ans plus tard, fin janvier 2022, l'Agence Nationale de l'Énergie Électrique (ANEEL) a approuvé la demande d'Eletrobras - et de sa filiale Eletronorte - de reprendre les études de faisabilité**

**techniques et économiques pour les 3 barrages de Jamanxim, Cachoeira do Caí et Cachoeira dos Patos**. La capacité totale de ces centrales devrait atteindre 2200 MW, assez pour alimenter en électricité l'équivalent de plus de 3 M de foyers. Avec les deux projets de centrale de São Luiz do Tapajós et de Jatobá, aujourd'hui abandonnés, cela devait initialement constituer le plus grand complexe hydroélectrique du Brésil. **Les projets de barrage hydroélectrique ont fait face à des critiques croissantes ces dernières années en lien avec leurs impacts socio-environnementaux** et aucun projet de centrale de moyenne ou grande envergure n'avait plus vu le jour depuis 2013. (Article [ici](#))

### Les ventes d'électricité sur le marché libre atteignent un niveau record en 2021

**Le Balcão Brasileiro de Comercialização de Energia (BBCE)**, plateforme en ligne de négociation et de commercialisation d'électricité sur le marché libre de l'énergie, **a négocié 207 000 GWh d'électricité en 2021**, soit une hausse de 13% par rapport à 2020, pour un total de 66 000 opérations financières. Selon le président du BBCE, Carlos Ratto, **ces chiffres témoignent de la croissance et du degré de maturité atteint par le marché libre, vers lequel migre un nombre croissant d'entreprises**, qui peuvent alors y choisir leur fournisseur d'électricité. À l'inverse, sur le marché dit « captif » de l'électricité, les consommateurs doivent acheter l'énergie auprès des concessionnaires des réseaux de distribution de leur région. D'après les données de la Chambre de Commercialisation de l'Énergie Électrique (CCEE), **le marché libre de l'électricité a représenté 34,5% des 567 000 GWh électriques consommés sur le Système National Interconnecté (SIN) en 2021**, sans prendre en compte la part de l'autoproduction. (Article [ici](#))



## Infrastructures & Transports

### La BNDES investira 2,5 Mds BRL dans 5 fonds d'infrastructures

Le 17 janvier, la **Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES)** a ouvert une campagne de sélection de cinq fonds d'investissement, spécialisés dans le secteur des infrastructures. Elle prévoit d'allouer à chacun d'entre eux jusqu'à 500 M BRL (79,7 M EUR). Parmi les candidats, la BNDES choisira deux « fonds de crédit » et trois « fonds en actions », avec des préférences pour les fonds institutionnels (qui gèrent l'argent de tiers) opérant sur les secteurs de l'eau, de l'assainissement et des mobilités urbaines, et intégrant des critères socio-environnementaux. L'objectif de cette opération est de répondre au manque d'investissements dans les infrastructures en stimulant les financements privés de long terme (jusqu'à 15 à 20 ans). À cette fin, la BNDES choisira des fonds fermés - sans possibilité pour les investisseurs de se retirer avant 8 ans - plus sécurisant pour le développement des projets, et dans lesquels elle se positionnera en actionnaire minoritaire (participation-plafond de 50 % dans les fonds de crédit et de 25 % dans les fonds en actions). La banque espère ainsi attirer plus de **5 Mds BRL (797 M EUR) de financements privés sur ces secteurs.** (Article [ici](#))

### 58 projets de mise en concession d'infrastructures ont déjà émergé en 2022

Mi-janvier, les portefeuilles de projets de l'Union et de l'ensemble des gouvernements infra-fédéraux comptaient déjà **58 projets de concession et de Partenariats Public-Privé (PPP)**, qui devraient être proposés en appels d'offres (enchères) cette année. Ils représentent des **montants d'investissements prévisionnels de 219,7 Mds BRL (34 Mds EUR)**. Les 20 projets fédéraux, dont ceux très convoités des aéroports de Congonhas, de Santos Dumont et du

port de Santos pèsent à eux seuls 74% de ce montant. La liste est complétée par 29 projets étatiques et 9 projets municipaux. Au total, 11 d'entre eux font déjà l'objet d'un appel d'offres et 2 sont en cours d'analyse par le Tribunal des Comptes de l'Union (TCU). Au vu de la conjoncture économique et de l'approche des élections, **les observateurs du marché s'attendent à ce que les grands acteurs déjà présents au Brésil (CCR, Ecorodovias, Vinci Airports, etc.) se positionnent sur ces concessions, plaçant peu d'espoirs sur l'arrivée de nouveaux investisseurs internationaux.** (Article [ici](#))

### L'État de São Paulo lance un appel à projets pour la construction de plus de 1 700 km d'autoroutes

João Doria, gouverneur de l'État de São Paulo, a publié le 21 janvier un avis public pour le développement **de projets d'ingénierie pour la construction de 1 774 kilomètres d'autoroutes dans l'État.** L'avis fait mention de **56 projets de développement pour lesquels sera alloué un total de 242 M BRL (40 M EUR).** L'État exige un fort degré de détails pour la plupart des projets afin de faciliter et accélérer par la suite leur mise en œuvre. Les entreprises intéressées auront jusqu'au 14 mars pour présenter leurs avant-projets et les lauréats devront rendre leur projet final dans un délai de 14 mois après la signature des contrats. Cette initiative de l'État fait partie d'un effort de **reconstitution de son portefeuille de projets d'infrastructure.** Le **dédoulement d'autoroutes notoires comme Oswaldo Cruz (SP-125) ou le tronçon nord de la ceinture périphérique** de la ville de São Paulo font figure de projets emblématiques. Cette recomposition du portefeuille inclut également des projets de mobilité urbaine, comme le **projet d'extension du métro de la capitale.** (Article [ici](#))

## La BNDES lance l'appel d'offres pour la privatisation de la Companhia Docas do Espírito Santo

La Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES) a publié, le 21 janvier, l'appel d'offres pour la privatisation de la Companhia Docas do Espírito Santo (Codesa), **première privatisation d'une entreprises portuaires** dans le pays. La vente aux enchères, prévue le 25 mars, à la bourse B3 de São Paulo, se fera sur le critère de la plus grande *outorga*<sup>1</sup>. **Le projet prévoit le rachat, par le lauréat, de l'intégralité des actions de l'entreprise, aujourd'hui détenues par l'Union, pour un montant de 327 M BRL (54 M EUR) ainsi que la mise en concession des ports de Vitória et Barra do Riacho sur une période initiale de 35 ans.** Par ailleurs le lauréat devra verser à l'Union des **contributions annuelles fixes à 24,75 M BRL (4 M EUR) et des contributions annuelles variables équivalant à 7,5 % de ses recettes sur les 25 premières années de contrat. 1,3 Md BRL (210 M EUR) d'investissements directs** sont prévus pour la période contractuelle, estimation qui pourrait encore être renforcée par le développement de nouvelles activités et l'installation de nouveaux terminaux selon la BNDES. (Articles [ici](#) et [ici](#))

## Une nouvelle étude pointe la vulnérabilité des ports brésiliens face au changement climatique

**Les ports de Rio Grande (Rio Grande do Sul), Aratu-Candeias (Bahia) et Santos (São Paulo) sont en tête du classement des ports brésiliens les plus vulnérables au changement climatique,** selon un diagnostic paru en novembre 2021, du cabinet WayCarbon en collaboration avec l'Institut National de Recherche Spatiale (INPE). Sur les 21 ports analysés (parmi les 36 ports publics du Brésil), **aucun n'est préparé à faire face à des événements climatiques extrêmes,** dont les

impacts sur les opérations et les infrastructures pourraient être désastreux.

Pour rappel, près de 95% (en tonnes) du commerce extérieur brésilien transite par les 36 ports publics du pays, représentant environ 14% du PIB du pays.

Le cabinet WayCarbon souhaite à présent mener une étude plus approfondie pour estimer **l'impact économique que pourraient représenter ces dommages liés au changement climatique et travailler à de possibles pistes de restructuration de ces ports, à la fois en termes d'infrastructures et de gestion des opérations.** (Article [ici](#))

## L'État du Minas Gerais lance un appel d'offres pour la construction du périphérique de Belo Horizonte

**Le gouvernement de l'État de Minas Gerais a lancé le 21 janvier un appel d'offres pour la construction et la mise en concession du périphérique métropolitain de la ville de Belo Horizonte,** dont l'achèvement est prévu entre 2027 et 2028. La vente aux enchères est programmée le 28 avril. Les 100 futurs kilomètres de voies devraient faire l'objet d'un **partenariat public-privé (PPP) sur 30 ans.** Selon le secrétaire d'État pour les Infrastructures et la Mobilité, Fernando Marcato, les boucles ouest et nord du périphérique (totalisant environ 70 km) devraient être achevées en 2026. Les boucles sud et sud-ouest devraient quant à elles être livrées en 2028. Le projet d'environ **5 Mds BRL (807 M EUR) sera financé à hauteur de 3 Mds BRL (484 M EUR) par l'État,** dont une partie proviendra d'un versement de 37 Mds BRL (6 Mds EUR) de l'entreprise Vale, au titre des dommages liés à la rupture du barrage de Brumadinho en 2019. Avec la construction du périphérique, **l'État espère une augmentation de 7 à 13 % du Produit Intérieur Brut (PIB) de la région métropolitaine de Belo Horizonte sur les 10 prochaines années.** (Articles [ici](#) et [ici](#))

<sup>1</sup> Offre, « ticket d'entrée » que le lauréat s'engage à payer au pouvoir concédant à la signature du contrat

# Eau, Assainissement, Déchets

## 7 entreprises publiques du secteur de l'eau et de l'assainissement ne respectent pas les nouveaux critères de viabilité économique

L'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANA) a publié les premiers résultats de l'évaluation des capacités économiques et financières des entreprises concessionnaires des services d'eau et d'assainissement, prévue par la nouvelle loi 14.026 du 15 juillet 2020. Cette évaluation est notamment conduite dans le cadre de l'objectif d'universalisation des services à 2033.

**Les entreprises publiques des États de l'Acre, d'Amazonas, du Maranhão, du Pará, du Piauí, du Roraima et du Tocantins ne satisfont pas aux exigences réglementaires et devraient voir leurs contrats actuels et capacités de développement restructurés, comme le prévoit la législation.**

L'esprit de la nouvelle réglementation est alors d'inciter les municipalités à s'organiser en blocs (processus de régionalisation) et à préparer de nouveaux appels d'offres, ouverts à la concurrence privée. **Pour la plupart des États, les délais (éléments attendus avant le 31 décembre 2021), jugés trop courts pour se conformer aux nouvelles exigences, ont constitué la principale entrave. À l'inverse, 15 autres entreprises publiques ont toutefois démontré une santé économique suffisante, dont les entreprises des États de São Paulo (SABESP) et du Minas Gerais (COPASA). Les résultats pour 5 dernières entreprises publiques sont encore attendus. (Articles [ici](#) et [ici](#))**

## La crise hydrique se fait encore ressentir en ce début d'année

Selon une enquête du journal Poder360, fondée sur les données de l'Agence Nationale de l'Eau (ANA) et de secrétariats locaux, **6 des 10 États les plus peuplés du pays ont débuté l'année 2022 avec des niveaux d'eau, dans les réservoirs, inférieurs à ceux enregistrés en janvier 2021.**

À São Paulo, la situation est parmi les plus critiques : **le volume du système Cantareira, qui alimente plus de la moitié de la région métropolitaine de la ville, est à moins de 30% de sa capacité** (le niveau considéré comme normal doit être supérieur à 60%). **Il s'agit d'un niveau 26% inférieur à celui de janvier 2021.** Pourtant, tout en soulignant la nécessité d'une utilisation plus économe de l'eau, la SABESP (Compagnie d'Assainissement et de l'État de São Paulo) écarte à ce jour tout risque de pénurie. Dans les États du Paraná et du Pernambouc, plusieurs municipalités ont adopté des **mesures d'urgence et mis en place des systèmes de rotation d'approvisionnement.**

Après une année 2021 fortement impactée par une crise hydrique historique, **de nombreuses régions abordent 2022 plus vulnérables encore et espèrent que la saison des pluies qui a débuté leur permettra de suffisamment reconstituer les réserves.** (Article [ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Sébastien ANDRIEUX,  
Chef du Service Économique Régional de Brasília  
Rédacteurs : Mathieu RIVALLAIN, Rémi FALLON, Julia GUIMARÃES  
François-Xavier FLAMAND, Hugo DAUBIÉ  
Pour s'abonner : [mathieu.rivallain@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathieu.rivallain@dgtresor.gouv.fr)  
[remi.fallon@dgtresor.gouv.fr](mailto:remi.fallon@dgtresor.gouv.fr)  
Crédits photo : [©marchello74](#)